Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 492

Artikel: Votations fédérales : les Suisses ne sont pas ceux que l'on croit
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016409

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

le chef de garage avait été prévenu. Le chauffeur blanchi était un militant syndicaliste qui préféra ensuite trouver du travail chez un chauffeur indépendant...
Septembre 1977. Un autre garage: un chauffeur doit quitter sa place. Motif: un accident plus important que les autres. Or dans ce métier les accidents sont bien entendu chose courante... mais le fautif est un membre actif du comité des syndicats.
Eté 1978. Un chauffeur est renvoyé pour "caisse insuffisante et petits dégâts à la voiture". Il s'agit d'un militant syndical qui rédige le journal des taxis "La boîte noire".
Janvier 1979. Le syndicat étudie une nouvelle "action" visant surtout à un partage équitable de l'augmentation des recettes provenant de la prochaine introduction d'un "troisième tarif" (de nuit et pendant les jours fériés). Le président du syndicat reçoit sa lettre de congé: il ne peut pas accepter l'ultimatum qui lui est lancé et qui lui impose un travail de nuit.
Vraiment la préhistoire syndicale.

VOTATIONS FÉDÉRALES

Les Suisses ne sont pas ceux que l'on croit

C'était le 2 décembre dernier au soir. La Police fédérale de sécurité était rejetée par 56% des votants. Un résultat qui surprenait au moins par sa netteté.
Les commentateurs, influencés probablement par la carte géographique des résultats, mettaient immédiatement l'accent sur le réflexe fédéraliste des citoyens et des citoyennes qui s'étaient rendus aux urnes; et en effet, la Suisse romande et la Suisse centrale formaient le gros des opposants à la PFS.
Or les résultats détaillés fournis par la Société suisse pour la recherche sociale appliquée à Zurich et le Centre de recherches sur la politique suisse de l'Université de Berne, sur la base d'un sondage d'opinion effectué après la votation, contredisent cette impression ressentie "à chaud".
L'argument décisif avancé par les opposants à la PFS? Tout simplement le refus du développement de l'appareil policier (32%): nous avons suffisamment de gendarmes! Au deuxième rang: il n'y a pas de preuves d'un réel besoin; la Suisse n'est pas menacée (22%)! Finalement l'argument passe-partout, l'instrument de mesure si cher au cœur des Suisses, le porte-monnaie: ça coûte trop cher! (10%). Et en dernière position, les motivations fédéralistes...
Le fameux fossé entre la majorité alémanique et la minorité romande, à la lumière des enquêtes, prend une fois de plus l'allure d'un mythe. Certes les Romands ont-ils rejeté le projet beaucoup plus nettement que leurs compatriotes d'outre-Sarine, mais le clivage entre les générations, les professions et les camps politiques jouent un rôle plus important que la barrière des langues: plus de 50% des personnes du troisième âge, des employés et fonctionnaires subalternes, des paysans et des sympathisants de l'UDC et des radicaux approuvent la création de la PFS; les deux tiers des ouvriers, les trois quarts des jeunes électeurs (20 à 39 ans) et cinq sympathisants socialistes sur six la rejettent.
Une curiosité: alors que les deux tiers des paysans alémaniques se prononcent pour la loi et l'ordre, 82% des paysans romands repoussent la PFS!
Des chiffres intéressants qui montrent les limites de l'analyse confinée aux frontières cantonales, qui rappellent à bon escient le rôle des classes sociales et des préférences partisanes. Même en Suisse. Mais oui!

BAGATELLES

Y a-t-il des fuites dans les instances radicales chargées de préparer les élections nationales? "Focus" (105) donne des renseignements sur la campagne prévue. Le slogan pour la Suisse française aurait dû être: "Les radicaux: compétents et généreux" mais il sera finalement "Les radicaux comprennent vos problèmes". Se non è vero....

* * *

Petite chronique des salons (où l'on cause chiffres d'affaires) et du bon voisinage lémanique. Dans le courant du mois passé, les "milieux intéressés" recevaient, par le même courrier informatico-publicitaire l'annonce de l'organisation de la manifestation "Loisirama" à Genève, et celle du Salon des vacances jumelé avec Kid à Lausanne. Quand il y en a pour deux, il y en a pour trois! Toujours les salons: Lise-Marie Morerod, à peine remise de son accident de voiture, inaugurant le Salon de l'Auto à Genève, c'est presque du vice. Toujours au Salon de l'Auto, une remarque de Sirius: les spécialistes de la voiture pour handicapés étaient logés au sous-sol, et il n'y avait pas d'ascenseur... Qu'importe, il ne fallait pas rebuter les visiteurs encore en pleine possession de leurs moyens.

* * *

Dans le dernier numéro de DP, une erreur technique du "Tages Anzeiger" que nous n'avons pas détectée a faussé quelque peu notre recension du lobby auto. Corrigeons donc le tir avec précision, ça peut servir en vue des élections fédérales de cet automne. Pas de changements dans la liste des députés opposés tous azimuts aux initiatives "anti-voitures". Participent aux efforts du comité d'action contre Albatros seule, le libéral Thévoz, le démocrate-chrétien Mugny, les radicaux Künzi et Cossy et les UDC Ueltschi, Basler et Teuscher. S'engagent à la fois contre Albatros et contre les douze dimanches sans voitures: le libéral Gautier, le démocrate-chrétien Bochatay, l'indépendant Suter et l'UDC Bretscher. S'engagent contre Albatros et contre la démocratie dans la construction des routes nationales: les démocrate-chrétiens Bommer et Rüttimann, les radicaux Auer et U. Ammann et les UDC Nebiker et Freiburghaus.